

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/42228]

4 MAI 2023. — Loi portant insertion du livre XIX “Dettes du consommateur” dans le Code de droit économique (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code de droit économique*

Section 1<sup>re</sup>. — *Modifications du livre I<sup>er</sup>  
du Code de droit économique*

**Art. 2.** Dans le livre I<sup>er</sup>, titre 2, du Code de droit économique, il est inséré un chapitre 13/1 intitulé “Définitions particulières au livre XIX”.

**Art. 3.** Dans le chapitre 13/1 inséré par l'article 2, il est inséré un article I.22/1 rédigé comme suit:

“Art. I.22/1. Les définitions suivantes sont applicables au livre XIX:

1° recouvrement amiable de dettes: tout acte ou pratique d'une entreprise qui a pour but d'obtenir le paiement d'une dette impayée par le consommateur, à l'exception de tout recouvrement sur la base d'un titre exécutoire;

2° activité de recouvrement amiable de dettes: toute activité exercée par une entreprise qui consiste dans le recouvrement amiable de dettes impayées pour compte d'autrui, ainsi que le recouvrement amiable de créances cédées contre rémunération;

3° recouvreur de dettes: toute entreprise exerçant une activité de recouvrement amiable de dettes;

4° entreprise: toute personne physique ou morale poursuivant de manière durable un but économique, y compris ses associations.”

Section 2. — *Insertion d'un nouveau livre XIX  
dans le Code de droit économique*

**Art. 4.** Dans le même Code, il est inséré un livre XIX, comportant les articles XIX.1 à XIX.15, rédigé comme suit:

“Livre XIX. Dettes du consommateur

Titre 1<sup>er</sup>. Paiement de dettes de consommateurs à l'égard d'entreprises

Chapitre 1<sup>er</sup>. Champ d'application

Art. XIX.1. Le présent titre s'applique à tout retard de paiement d'une dette d'un consommateur à une entreprise.

Chapitre 2. Retard de paiement

Art. XIX.2. § 1<sup>er</sup>. Lorsque le consommateur n'a pas payé sa dette à l'échéance et qu'une clause indemnitaire est d'application, cette clause ne peut s'appliquer qu'après l'envoi d'une mise en demeure qui prend la forme d'un premier rappel et après l'écoulement d'un délai d'au moins quatorze jours calendrier, qui prend cours le troisième jour ouvrable qui suit celui où le rappel est envoyé au consommateur.

Lorsque le rappel est envoyé par voie électronique, le délai de quatorze jours calendrier prend cours le jour calendrier qui suit celui où le rappel est envoyé au consommateur.

§ 2. Aucun frais ne peut être facturé au consommateur pour le premier rappel lié à une échéance impayée.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/42228]

4 MEI 2023. — Wet houdende invoeging van boek XIX “Schulden van de consument” in het Wetboek van economisch recht (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het Wetboek van economisch recht*

*Afdeling 1.* — *Wijzigingen van boek I  
van het Wetboek van economisch recht*

**Art. 2.** In boek I, titel 2, van het Wetboek van economisch recht, wordt een hoofdstuk 13/1 ingevoegd, luidende “Definities eigen aan boek XIX”.

**Art. 3.** In hoofdstuk 13/1, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel I.22/1 ingevoegd, luidende:

“Art. I.22/1. Voor de toepassing van boek XIX gelden de volgende definities:

1° minnelijke invordering van schulden: iedere handeling of praktijk van een onderneming die tot doel heeft de consument ertoe aan te zetten een onbetaalde schuld te betalen, met uitzondering van iedere invordering op grond van een uitvoerbare titel;

2° activiteit van minnelijke invordering van schulden: elke door een onderneming uitgeoefende activiteit die bestaat in het minnelijk invorderen van onbetaalde schulden voor andermans rekening, dan wel het minnelijk invorderen van tegen betaling overgenomen schuldvorderingen;

3° schuldinverdaraar: elke onderneming die een activiteit van minnelijke invordering van schulden uitoefent;

4° onderneming: iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die op duurzame wijze een economisch doel nastreeft, alsmede zijn verenigingen.”

*Afdeling 2.* — *Invoeging van een nieuw boek XIX  
in het Wetboek van economisch recht*

**Art. 4.** In hetzelfde Wetboek wordt een boek XIX ingevoegd dat de artikelen XIX.1 tot XIX.15 bevat, luidende:

“Boek XIX. Schulden van de consument

Titel 1. Betaling van schulden door consumenten aan ondernemingen

Hoofdstuk 1. Toepassingsgebied

Art. XIX.1. Deze titel is van toepassing op iedere betalingsachterstand van een schuld van een consument aan een onderneming.

Hoofdstuk 2. Betalingsachterstand

Art. XIX.2. § 1. Wanneer de consument zijn schuld niet heeft betaald op de vervaldatum en een schadebeding van toepassing is, kan dit beding enkel toegepast worden na het verzenden van een ingebrekestelling die de vorm aanneemt van een eerste herinnering en na het verstrijken van een termijn van ten minste veertien kalenderdagen die ingaat op de derde werkdag na verzending van de herinnering aan de consument.

Wanneer de herinnering langs elektronische weg wordt verzonden, vangt de termijn van veertien kalenderdagen aan op de kalenderdag die volgt op de dag waarop de herinnering werd verzonden aan de consument.

§ 2. Er mogen geen kosten worden aangerekend aan de consument voor de eerste herinnering bij niet-betaling van één vervaldatum.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque le contrat porte sur la livraison régulière de biens ou de services, aucun frais ne peut être facturé au consommateur pour les rappels liés à trois échéances impayées par année calendaire. Les coûts pour des rappels supplémentaires ne peuvent être supérieurs à 7,50 euros augmentés des frais postaux en vigueur au moment de l'envoi.

Les rappels sont envoyés sur un support durable.

§ 3. Le premier rappel contient au minimum les mentions suivantes:

1° le montant restant dû et le montant de la clause indemnitaire qui sera réclamée en cas de non-paiement dans le délai de quatorze jours calendrier visé au paragraphe 1<sup>er</sup>;

2° le nom ou la dénomination, et le numéro d'entreprise de l'entreprise créancière;

3° une description du produit qui a donné naissance à la dette, ainsi que la date d'exigibilité de celle-ci;

4° le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, dans lequel la dette doit être payée avant que tout frais, intérêt et indemnité visés à l'article XIX.4 ne soient réclamés.

§ 4. Si le consommateur n'a pas payé sa dette à l'expiration du délai de quatorze jours calendrier visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, et qu'une clause indemnitaire prévoyant un intérêt de retard visé à l'article XIX.4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est d'application, l'entreprise qui est une PME, peut alors décider de faire courir l'intérêt de retard à dater du jour calendrier qui suit celui où le rappel est envoyé au consommateur.

Est une PME, toute entreprise qui, au moment de l'application du présent article, répond aux critères visés à l'article 1:24, § 1<sup>er</sup>, du Code des sociétés et des associations.

§ 5. La charge de la preuve du respect des obligations visées au présent article incombe à l'entreprise.

§ 6. Est interdite et nulle, toute clause qui dispense du respect des formalités préalables prévues au présent article.

Art. XIX.3. L'entreprise fournit sans délai, à la demande du consommateur, sur un support durable, toutes les pièces justificatives de la dette et toutes les informations sur la manière d'introduire une contestation de la dette.

### Chapitre 3. Clauses indemnitaires

Art. XIX.4. En cas de non-paiement total ou partiel de la dette à l'expiration du délai visé à l'article XIX.2, § 1<sup>er</sup>, aucun paiement autre que ceux mentionnés ci-dessous ne peut être réclamé au consommateur:

1° les intérêts de retard qui ne peuvent pas excéder l'intérêt au taux directeur majoré de huit points de pourcentage visé à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales. Ces intérêts sont calculés sur la somme restant à payer, et/ou;

2° une indemnité forfaitaire, pour autant qu'elle soit expressément prévue, dont le montant ne peut dépasser:

a) 20 euros si le montant restant dû est inférieur ou égal à 150 euros;

b) 30 euros augmentés de 10 % du montant dû sur la tranche comprise entre 150,01 et 500 euros si le montant restant dû est compris entre 150,01 et 500 euros;

c) 65 euros augmentés de 5 % du montant dû sur la tranche supérieure à 500 euros avec un maximum de 2000 euros si le montant restant dû est supérieur à 500 euros.

Les montants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont destinés à couvrir de manière forfaitaire d'une part, les intérêts de retard de la dette et d'autre part, tous les coûts du recouvrement amiable de la dette impayée.

Est interdite et réputée non écrite, toute clause indemnitaire comportant des montants non prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le présent article s'applique sans préjudice de l'article VI.83, 24°.

## Titre 2. Recouvrement amiable des dettes du consommateur

### Chapitre 1<sup>er</sup>. Recouvrement amiable des dettes du consommateur

Art. XIX.5. Sans préjudice des articles VI.92 à VI.103, le recouvrement amiable de dettes par une entreprise auprès d'une personne qui n'est pas le débiteur est interdit.

In afwijking van het eerste lid, mogen er per kalenderjaar geen kosten worden aangerekend aan de consument voor de herinneringen bij niet-betaling van drie vervaldata in het geval van overeenkomsten betreffende de regelmatige levering van goederen of diensten. De kosten voor bijkomende herinneringen mogen niet hoger liggen dan 7,50 euro, vermeerderd met de op het ogenblik van de verzending geldende portokosten.

De herinneringen worden verzonden op een duurzame drager.

§ 3. De eerste herinnering bevat minimaal de volgende gegevens:

1° het verschuldigde saldo en het bedrag van het schadebeding dat zal worden geëist bij niet-betaling binnen de termijn van veertien kalenderdagen bedoeld in paragraaf 1;

2° de naam of de benaming, en het ondernemingsnummer van de onderneming die schuldeiser is;

3° een beschrijving van het product dat de schuld heeft doen ontstaan, alsook de datum van opeisbaarheid van deze schuld;

4° de termijn bedoeld in paragraaf 1, waarbinnen de schuld moet terugbetaald worden vooraleer enige kost, interesten of vergoedingen bedoeld in artikel XIX.4 mogen worden gevorderd.

§ 4. Als de consument zijn schuld niet heeft betaald wanneer de termijn van veertien kalenderdagen bedoeld in paragraaf 1, is afgelopen, en wanneer een schadebeding bepaalt dat er een verwijlinterest zoals bedoeld in artikel XIX.4, eerste lid, 1°, van toepassing is, kan de onderneming die een kmo is, beslissen om de verwijlinterest te laten lopen vanaf de kalenderdag die volgt op de dag waarop de herinnering aan de consument wordt verzonden.

Een kmo is elke onderneming die, op het moment van de toepassing van dit artikel, voldoet aan de criteria bedoeld in artikel 1:24, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

§ 5. De bewijslast betreffende de naleving van de verplichtingen bedoeld in dit artikel ligt bij de onderneming.

§ 6. Is verboden en nietig, elk beding dat vrijstelt van de voorafgaande vormvereisten bepaald in dit artikel.

Art. XIX.3. De onderneming verstrekt onverwijld, op vraag van de consument, op een duurzame drager, alle bewijsstukken van de schuld en alle nodige informatie over hoe een betwisting van de schuld in te dienen.

### Hoofdstuk 3. Schadebedingen

Art. XIX.4. In geval van gehele of gedeeltelijke niet-betaling van de schuld na het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel XIX.2, § 1, kan geen enkele andere betaling dan deze hierna vermeld worden gevorderd van de consument:

1° de verwijlinteresten die niet hoger mogen zijn dan de interest tegen de referentie-interestvoet vermeerderd met acht procentpunten bedoeld in artikel 5, tweede lid, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van de betalingsachterstand bij handelstransacties. Deze interesten worden berekend op de nog te betalen som, en/of;

2° een forfaitaire vergoeding, in zoverre ze uitdrukkelijk bepaald is, waarvan het bedrag niet hoger mag zijn dan:

a) 20 euro als het verschuldigde saldo lager dan of gelijk aan 150 euro is;

b) 30 euro vermeerderd met 10 % van het verschuldigde bedrag op de schijf tussen 150,01 en 500 euro als het verschuldigde saldo tussen 150,01 en 500 euro is;

c) 65 euro vermeerderd met 5 % van het verschuldigde bedrag op de schijf boven 500 euro met een maximum van 2000 euro als het verschuldigde saldo hoger dan 500 euro is.

De bedragen bedoeld in het eerste lid zijn bestemd om enerzijds de verwijlinteresten van de schuld, en anderzijds alle kosten van de minnelijke invordering van de onbetaalde schuld te dekken.

Is verboden en wordt voor niet geschreven gehouden, elk schadebeding dat bedragen bevat die niet bepaald zijn in het eerste lid.

Dit artikel geldt onverminderd artikel VI.83, 24°.

## Titel 2. Minnelijke invordering van schulden van de consument

### Hoofdstuk 1. Minnelijke invordering van schulden van de consument

Art. XIX.5. Onverminderd de artikelen VI.92 tot VI.103 is de minnelijke invordering van schulden door een onderneming bij een persoon die niet de schuldenaar is, verboden.

## Chapitre 2. Activité de recouvrement amiable de dettes

Section 1<sup>re</sup>. Inscription préalable

Article XIX.6. § 1<sup>er</sup>. Aucune activité de recouvrement amiable de dettes ne peut être exercée sans inscription préalable auprès du SPF Économie.

Les avocats, les officiers ministériels ou les mandataires de justice dans l'exercice de leur profession ou de leur fonction sont exemptés de cette inscription préalable.

§ 2. Le SPF Économie, en tant que responsable du traitement, veille à ce que l'inscription préalable soit effectuée de manière à garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des traitements effectués.

Dans le cadre de la demande d'inscription préalable, le SPF Économie traite les catégories suivantes de données à caractère personnel:

1° les données d'identification des personnes physiques, le cas échéant;

2° le numéro de téléphone utilisé à des fins professionnelles et l'adresse de courrier électronique utilisée à des fins professionnelles des personnes physiques, le cas échéant;

3° un extrait de casier judiciaire, délivré conformément à l'article 596, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle, de tous les administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoir de l'entreprise, qui permet de vérifier que tous les administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoir de l'entreprise sont aptes à exercer une activité de recouvrement amiable de dettes, c'est-à-dire:

a) ne pas être ou avoir été privé de leurs droits civils et politiques;

b) ne pas être en faillite ou avoir été déclaré en faillite sans avoir obtenu la réhabilitation;

c) ne pas avoir encouru une peine d'emprisonnement, même conditionnelle, de trois mois au moins sur la base de la réglementation belge suivante ou de dispositions étrangères ayant le même objet:

i. une infraction au Code de droit économique et à ses arrêtés d'exécution;

ii. une infraction à la législation fiscale;

d) ne pas être condamné à une peine criminelle;

e) ne pas être condamné pour une infraction aux articles 140, 140septies, 141 ou 505, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 3° et 4°, du Code pénal ou à des dispositions étrangères ayant le même objet;

f) ne pas être condamné à une amende pénale pour une infraction à la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces et à ses arrêtés d'exécution, ou à des dispositions étrangères ayant le même objet.

Les données à caractère personnel relatives aux condamnations pénales ne peuvent être traitées que sous le contrôle de l'autorité publique et dans le respect des garanties appropriées pour les droits et libertés des personnes concernées. Par ailleurs, les données à caractère personnel ne peuvent faire l'objet d'un traitement que dans le cadre de l'inscription préalable en vue d'exercer une activité de recouvrement amiable de dettes, et de la radiation de cette inscription. Ces données ne sont pas communiquées à des tiers.

Les données sont traitées par le SPF Économie en vue de l'exécution d'une obligation légale dont les finalités sont les suivantes:

1° identifier les personnes physiques et morales qui souhaitent exercer une activité de recouvrement amiable de dettes;

2° vérifier que ces personnes physiques et morales disposent des aptitudes nécessaires à pouvoir exercer une activité de recouvrement amiable de dettes;

3° traiter la demande d'inscription préalable et la radiation de cette inscription.

§ 3. Les données à caractère personnel traitées par le SPF Économie sont conservées le temps nécessaire à la réalisation des finalités par ou en vertu du présent livre et au maximum trois ans à partir de la radiation de l'inscription.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les données à caractère personnel reprises dans les extraits de casier judiciaire des administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoir de l'entreprise sont conservées au maximum trois ans à compter de la collecte de ces données. Si le SPF

## Hoofdstuk 2. Activiteit van minnelijke invordering van schulden

## Afdeling 1. Voorafgaande inschrijving

Artikel XIX.6. § 1. Geen enkele activiteit van minnelijke invordering van schulden kan worden uitgeoefend zonder voorafgaande inschrijving bij de FOD Economie.

Advocaten, ministeriële ambtenaren of gerechtelijke mandatarissen in de uitoefening van hun beroep of ambt zijn vrijgesteld van deze voorafgaande inschrijving.

§ 2. De FOD Economie, als verwerkingsverantwoordelijke, zorgt ervoor dat de voorafgaande inschrijving gebeurt op een manier die de vertrouwelijkheid, de integriteit en de beschikbaarheid van de verrichte verwerkingen garanderen.

In het kader van de aanvraag tot voorafgaande inschrijving, behandelt de FOD Economie de volgende categorieën van persoonsgegevens:

1° de identificatiegegevens van natuurlijke personen, in voorkomend geval;

2° het voor beroepsdoeleinden gebruikte telefoonnummer en e-mailadres van natuurlijke personen, in voorkomend geval;

3° een uittreksel uit het strafregister, verstrekt overeenkomstig artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering, van alle bestuurders, zaakvoerders, directeurs of gevolmachtigden van de onderneming, waarmee kan worden nagegaan of alle bestuurders, zaakvoerders, directeurs of gevolmachtigden van de onderneming bekwaam zijn om een activiteit van minnelijke invordering van schulden uit te oefenen, wat betekent:

a) niet ontzet zijn of zijn geweest van de burgerlijke en politieke rechten;

b) niet in staat van faillissement zijn of verklaard zijn geweest zonder eerherstel te hebben gekregen;

c) niet veroordeeld zijn tot een gevangenisstraf, zelfs voorwaardelijk, van ten minste drie maanden op grond van de volgende Belgische regelgeving of buitenlandse bepalingen die hetzelfde voorwerp hebben:

i. een inbreuk op het Wetboek van economisch recht en zijn uitvoeringsbesluiten;

ii. een inbreuk op de fiscale wetgeving;

d) niet veroordeeld zijn tot een criminele straf;

e) niet veroordeeld zijn voor een inbreuk op artikel 140, 140septies, 141 of 505, eerste lid, 2°, 3° en 4°, van het Strafwetboek of buitenlandse bepalingen die hetzelfde voorwerp hebben;

f) niet veroordeeld zijn tot een strafrechtelijke geldboete wegens een inbreuk op de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten en op haar uitvoeringsbesluiten, of buitenlandse bepalingen die hetzelfde voorwerp hebben.

De persoonsgegevens betreffende strafrechtelijke veroordelingen mogen enkel verwerkt worden onder toezicht van de overheid en met inachtneming van passende waarborgen voor de rechten en vrijheden van de betrokkenen. Bovendien kunnen de persoonsgegevens enkel het voorwerp uitmaken van een verwerking in het kader van de voorafgaande inschrijving met het oog op de uitvoering van een activiteit van minnelijke invordering van schulden, en de schrapping van deze inschrijving. Deze gegevens worden niet aan derden overgemaakt.

De gegevens worden door de FOD Economie verwerkt met het oog op de uitvoering van een wettelijke verplichting waarvan de doeleinden de volgende zijn:

1° het identificeren van de natuurlijke personen en rechtspersonen die een activiteit van minnelijke invordering van schulden wensen uit te oefenen;

2° het nagaan of die natuurlijke personen en rechtspersonen beschikken over de nodige bekwaamheden om een activiteit van minnelijke invordering van schulden te kunnen uitoefenen;

3° het behandelen van de aanvraag tot voorafgaande inschrijving en de schrapping van die inschrijving.

§ 3. De persoonsgegevens behandeld door de FOD Economie worden bijgehouden zolang dat nodig is om de doeleinden door of krachtens dit boek te behalen en maximaal gedurende drie jaar te rekenen vanaf de schrapping van de inschrijving.

In afwijking van het eerste lid worden de persoonsgegevens op het uittreksel uit het strafregister van de bestuurders, zaakvoerders, directeurs of gevolmachtigden van de onderneming bewaard gedurende maximaal drie jaar vanaf de inzameling van die gegevens. Als de

Économie l'estime nécessaire, un nouvel extrait de casier judiciaire des administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoir de l'entreprise, dont l'inscription est maintenue dans le cadre du recouvrement amiable de dettes, peut être demandé tous les trois ans.

§ 4. L'entreprise qui souhaite exercer une activité de recouvrement amiable de dettes introduit par voie électronique auprès du SPF Économie, selon les conditions et modalités déterminées par le Roi, une demande d'inscription et joint à sa demande un dossier contenant au moins les informations et documents suivants:

1° ses données d'identification et son numéro d'entreprise;

2° son numéro de téléphone utilisé à des fins professionnelles ainsi qu'une adresse de courrier électronique utilisée à des fins professionnelles à laquelle les agents du SPF Économie pourront adresser toutes leurs communications;

3° la preuve que l'entreprise est enregistrée à la Banque-Carrefour des Entreprises ou, si elle est établie dans un autre État membre de l'Union européenne, dans un registre comparable permettant d'identifier le recouvreur de dettes ainsi que les personnes physiques et morales qui peuvent agir pour elle;

4° un extrait de casier judiciaire, délivré conformément à l'article 596, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle, de tous les administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoir de l'entreprise, destiné à une administration publique, ou un document équivalent délivré dans un pays étranger, qui ne remonte pas à plus de trois mois;

5° une attestation, délivrée par une entreprise d'assurance, démontrant que l'entreprise a souscrit un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité professionnelle conformément aux conditions déterminées par le Roi. Cette attestation, qui est rédigée dans une des langues nationales de Belgique ou en anglais, mentionne notamment le numéro d'entreprise et le nom de l'entreprise d'assurance, le numéro du contrat d'assurance ainsi que la date du début et de la fin de la couverture d'assurance.

Le SPF Économie établit la liste des entreprises inscrites qui répondent aux conditions visées au présent article et publie cette liste sur son site internet.

Le Roi détermine les conditions et modalités complémentaires de l'inscription préalable auprès du SPF Économie.

Le Roi peut également déterminer les conditions et modalités complémentaires de l'inscription préalable des entreprises établies dans un pays tiers.

Section 2. Modalités d'exercice de l'activité de recouvrement amiable de dettes

Art. XIX.7. § 1<sup>er</sup>. Toute activité de recouvrement amiable commence par le contrôle, par le recouvreur de dettes du respect de l'article XIX.4 en ce qui concerne les montants réclamés au consommateur.

Aucune mise en demeure ne peut être adressée au consommateur si le recouvreur de dettes constate que l'article XIX.4 n'est pas respecté.

§ 2. Sans préjudice des articles XIX.8 et XIX.9, aucune mesure ou acte de recouvrement amiable ne peut être effectué avant la mise en demeure du consommateur.

La mise en demeure, adressée au consommateur sur un support durable, rédigée de manière claire et compréhensible, contient au minimum les mentions suivantes:

1° l'identité, le numéro d'entreprise, l'adresse, le numéro de téléphone, la qualité et l'éventuelle adresse de courrier électronique du créancier d'origine. En cas de cession de créance, les coordonnées du nouveau créancier sont également indiquées;

2° le nom ou la dénomination, l'adresse, le numéro d'entreprise et les coordonnées de contact de l'entreprise qui procède au recouvrement amiable de dettes, ainsi que les coordonnées de l'administration de surveillance compétente auprès du SPF Économie;

3° une description précise du produit qui a donné naissance à la dette, ainsi que la date d'exigibilité de celle-ci;

4° une description précise et détaillée des montants réclamés au débiteur conformément aux articles XIX.4 et XIX.8;

FOD Economie dat nodig acht, kan er elke drie jaar worden gevraagd om een nieuw uittreksel uit het strafregister van de bestuurders, zaakvoerders, directeurs of gevolmachtigden van de onderneming waarvan de inschrijving wordt behouden in het kader van de minnelijke invordering van schulden.

§ 4. De onderneming die een activiteit van minnelijke schuldinvoering wenst uit te oefenen dient langs elektronische weg bij de FOD Economie, volgens de door de Koning bepaalde voorwaarden en nadere regels, een aanvraag tot inschrijving in en voegt bij haar aanvraag een dossier dat ten minste de volgende gegevens en documenten bevat:

1° haar identificatiegegevens en haar ondernemingsnummer;

2° haar voor beroepsdoeleinden gebruikte telefoonnummer alsook een voor beroepsdoeleinden gebruikt e-mailadres waarnaar de agenten van de FOD Economie al hun mededelingen kunnen versturen;

3° het bewijs dat de onderneming is ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen of, indien ze gevestigd is in een andere lidstaat van de Europese Unie, in een vergelijkbaar register dat toelaat de schuldinvoerder en de natuurlijke personen en rechtspersonen die voor haar kunnen optreden te identificeren;

4° een uittreksel uit het strafregister, verstrekt overeenkomstig artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering, van alle bestuurders, zaakvoerders, directeurs of gevolmachtigden van de onderneming, bestemd voor een openbaar bestuur, of een in het buitenland afgeleverd gelijkwaardig document, dat niet ouder is dan drie maanden;

5° een attest, afgegeven door een verzekeringsonderneming, dat aantoonst dat de onderneming een verzekeringsovereenkomst heeft afgesloten die haar beroepsaansprakelijkheid dekt overeenkomstig de voorwaarden bepaald door de Koning. Dit attest, dat in één van de landstalen van België of in het Engels is opgesteld, vermeldt met name het ondernemingsnummer en de naam van de verzekeringsonderneming, het nummer van de verzekeringsovereenkomst alsook de begin- en einddatum van de verzekeringsdekking.

De FOD Economie stelt de lijst op van de ingeschreven ondernemingen die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in dit artikel, en maakt deze lijst bekend op haar website.

De Koning bepaalt de bijkomende voorwaarden en bijkomende nadere regels van de voorafgaande inschrijving bij de FOD Economie.

De Koning kan eveneens de bijkomende voorwaarden en bijkomende nadere regels van de voorafgaande inschrijving van ondernemingen gevestigd in een derde land bepalen.

Afdeling 2. Modaliteiten van uitoefening van de activiteit van minnelijke invordering van schulden

Art. XIX.7. § 1. Iedere activiteit van minnelijke invordering begint met de controle door de schuldinvoerder, van het naleven van artikel XIX.4 met betrekking tot de bedragen die van de consument worden geëist.

Er mag geen ingebrekestelling worden gestuurd naar de consument indien de schuldinvoerder vaststelt dat artikel XIX.4 niet nageleefd is.

§ 2. Onverminderd de artikelen XIX.8 en XIX.9 mag geen maatregel of handeling van minnelijke invordering worden verwezenlijkt vóór de ingebrekestelling van de consument.

De aan de consument op duurzame drager gerichte ingebrekestelling, die duidelijk en bevattelijk is opgesteld, bevat minstens de volgende vermeldingen:

1° de identiteit, het ondernemingsnummer, het adres, het telefoonnummer, de hoedanigheid en het eventuele e-mailadres van de oorspronkelijke schuldeiser. In geval van overdracht van de schuldvoering worden eveneens de gegevens van de nieuwe schuldeiser vermeld;

2° de naam of de benaming, het adres, het ondernemingsnummer en de contactgegevens van de onderneming die tot minnelijke invordering overgaat, evenals de gegevens van het bevoegd toezichthoudend bestuur bij de FOD Economie;

3° een precieze beschrijving van het product die de schuld heeft doen ontstaan, alsook diens vervaldatum;

4° een precieze en gedetailleerde beschrijving van de bedragen die van de schuldenaar geëist worden overeenkomstig de artikelen XIX.4 en XIX.8;

5° le texte suivant, dans un alinéa séparé, en caractères gras et dans un autre type de caractère dans le cas où le recouvrement est effectué par un avocat, un officier ministériel ou un mandataire de justice:

“Cette lettre ne concerne PAS une citation au tribunal ou une saisie. Il ne s’agit pas d’une procédure de recouvrement judiciaire.”;

6° la mention que le consommateur peut obtenir, à sa demande, toutes les pièces justificatives de la dette;

7° la mention de la procédure à suivre en cas de contestation de la dette par le consommateur;

8° la mention que le consommateur peut demander des facilités de paiement, s’il est dans l’incapacité de payer le montant dû en une fois;

9° la mention qu’en l’absence de réaction dans le délai prévu à l’article XIX.9, § 1<sup>er</sup>, il peut être procédé à d’autres mesures ou actes de recouvrement amiable.

Art. XIX.8. Au cas où aucun rappel n’a été effectué conformément à l’article XIX.2, les montants visés à l’article XIX.4 ne peuvent être réclamés au consommateur qu’après un délai d’au moins quatorze jours calendrier qui prend cours le troisième jour ouvrable qui suit celui où le rappel est envoyé au consommateur.

Lorsque le rappel est envoyé par voie électronique, le délai de quatorze jours calendrier prend cours le jour calendrier qui suit celui où le rappel est envoyé au consommateur.

En cas de non-paiement dans le délai visé à l’alinéa 1<sup>er</sup>, le recouvreur de dettes envoie la mise en demeure visée à l’article XIX.7, § 2.

Art. XIX.9. § 1<sup>er</sup>. Il ne peut être procédé à aucune autre mesure ou acte de recouvrement amiable qu’après un délai de quatorze jours calendrier prenant cours le troisième jour ouvrable qui suit celui où la mise en demeure, visée à l’article XIX.7, § 2, est envoyée au consommateur.

§ 2. Lorsque le consommateur a sollicité un plan d’apurement dans le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, il ne peut être procédé à aucune autre mesure ou acte de recouvrement amiable avant qu’une décision statuant sur cette demande n’ait été prise.

Si la décision visée à l’alinéa 1<sup>er</sup> n’est pas prise dans un délai de trente jours calendrier qui prend cours le premier jour ouvrable qui suit la sollicitation d’un plan d’apurement, les intérêts de retard prévus dans la clause indemnitaire cessent de courir jusqu’à ce que la décision soit prise.

§ 3. Lorsque le consommateur a initié une demande de médiation de dettes auprès d’un médiateur de dettes amiable ou lorsqu’il a introduit une procédure de règlement collectif de dettes par requête, dans le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, il ne peut être procédé à aucune autre mesure ou acte de recouvrement amiable avant qu’une décision statuant sur sa demande n’ait été prise ou que quarante-cinq jours calendrier ne se soient écoulés depuis la demande.

Le délai visé à l’alinéa 1<sup>er</sup> prend cours le premier jour ouvrable qui suit la date de l’introduction de la demande auprès d’un médiateur de dettes amiable ou la date du dépôt d’une requête visée à l’article 1675/4 du Code judiciaire.

Le consommateur informe sans délai le recouvreur de dettes de la date de sa demande de médiation de dettes amiable ou de sa requête visée à l’article 1675/4 du Code judiciaire, des coordonnées du médiateur saisi ainsi que de la décision qui est prise, afin de permettre la suspension des mesures et actes de recouvrement amiable conformément à l’alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. Lorsque le consommateur conteste sa dette de manière motivée conformément à l’article XIX.7, § 2, alinéa 2, 7°, il ne peut être procédé à aucune autre mesure ou acte de recouvrement amiable avant qu’une décision relative à cette contestation n’ait été prise.

Si la décision visée à l’alinéa 1<sup>er</sup> n’est pas prise dans un délai de trente jours calendrier qui prend cours le premier jour ouvrable qui suit la contestation, les intérêts de retard prévus dans la clause indemnitaire cessent de courir jusqu’à ce que la décision soit prise.

§ 5. Lorsque plusieurs causes de suspension des mesures et des actes de recouvrement amiable telles que prévues aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 4 interviennent, la suspension ne peut au total excéder un délai maximal de quarante-cinq jours calendrier qui prend cours à la fin du délai prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>.

5° de volgende tekst, in een afzonderlijke alinea, in het vet gedrukt en in een ander lettertype, ingeval de invordering gebeurt door een advocaat, een ministerieel ambtenaar of een gerechtelijke mandataris:

“Deze brief betreft GEEN dagvaarding voor de rechtbank of beslag. Het gaat niet om een procedure van gerechtelijke invordering.”;

6° de vermelding dat de consument, op zijn eigen verzoek, alle stukken ter verantwoording van de schuld kan verkrijgen;

7° de vermelding van de te volgen procedure indien de schuld wordt betwist door de consument;

8° de vermelding dat de consument kan verzoeken om betalingsfaciliteiten, indien hij niet in staat is het verschuldigde bedrag in één keer te betalen;

9° de vermelding dat er, bij gebrek aan een reactie binnen de termijn bepaald in artikel XIX.9, § 1, kan worden overgegaan tot andere maatregelen of handelingen van minnelijke invordering.

Art. XIX.8. In geval geen herinnering werd gedaan overeenkomstig artikel XIX.2, kunnen de in artikel XIX.4 bedoelde bedragen slechts van de consument worden gevorderd na een termijn van ten minste veertien kalenderdagen, die ingaat op de derde werkdag na de dag waarop de herinnering aan de consument is verzonden.

Wanneer de herinnering langs elektronische weg wordt verzonden, vangt de termijn van veertien kalenderdagen aan op de kalenderdag die volgt op de dag waarop de herinnering werd verzonden aan de consument.

Bij niet—betaling binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, stuurt de schuldinvoerder aan de ingebrekestelling bedoeld in artikel XIX.7, § 2.

Art. XIX.9. § 1. Er mag worden overgegaan tot geen andere maatregel of handeling van minnelijke invordering voor het verstrijken van een termijn van veertien kalenderdagen die ingaat op de derde werkdag na de datum van het versturen van de ingebrekestelling, bedoeld in artikel XIX.7, § 2, aan de consument.

§ 2. Wanneer de consument een afbetalingsplan heeft aangevraagd binnen de in de eerste paragraaf bedoelde termijn, mag tot geen andere maatregel of handeling van minnelijke invordering worden overgegaan vooraleer er een beslissing is genomen over deze aanvraag.

Als de beslissing bedoeld in het eerste lid niet wordt genomen binnen een termijn van dertig kalenderdagen die aanvangt op de eerste werkdag die volgt op de aanvraag van een afbetalingsplan, stoppen de verwijlinteressen vastgelegd in het schadebeding met lopen tot wanneer de beslissing wordt genomen.

§ 3. Wanneer de consument een verzoek tot schuldbemiddeling heeft opgestart bij een minnelijke schuldbemiddelaar of wanneer hij een aanvraag indient voor een procedure van collectieve schuldenregeling binnen de in de eerste paragraaf bedoelde termijn, mag tot geen enkel andere maatregel of handeling van minnelijke invordering worden overgegaan vooraleer een beslissing omtrent zijn aanvraag werd genomen of dat vijftien kalenderdagen zijn verstreken sinds de aanvraag.

De termijn bedoeld in het eerste lid vangt aan op de eerste werkdag die volgt op de dag waarop de aanvraag werd ingediend bij een minnelijke schuldbemiddelaar of de dag van neerlegging van een verzoekschrift bedoeld in artikel 1675/4 van het Gerechtelijk Wetboek.

De consument brengt de schuldinvoerder onmiddellijk op de hoogte van de datum van zijn verzoek tot minnelijke schuldbemiddeling of van zijn verzoekschrift bedoeld in artikel 1675/4 van het Gerechtelijk Wetboek, de contactgegevens van de bemiddelaar en de beslissing die werd genomen, om de maatregelen en handelingen van minnelijke invordering overeenkomstig het eerste lid te laten opschorten.

§ 4. Wanneer de consument zijn schuld op met redenen omklede wijze betwist in overeenstemming met artikel XIX.7, § 2, tweede lid, 7°, mag tot geen andere maatregel of gedraging van minnelijke invordering worden overgegaan vooraleer een beslissing omtrent deze betwisting werd genomen.

Als de beslissing bedoeld in het eerste lid niet wordt genomen binnen een termijn van dertig kalenderdagen die aanvangt op de eerste werkdag die volgt op de betwisting, stoppen de verwijlinteressen vastgelegd in het schadebeding met lopen tot wanneer de beslissing wordt genomen.

§ 5. Wanneer er meerdere redenen zijn voor de opschorting van de maatregelen en handelingen van minnelijke invordering bedoeld in de paragrafen 1 tot 4, mag de opschorting in totaal een termijn van vijftien kalenderdagen niet overschrijden, die aanvangt op het einde van de in paragraaf 1 bepaalde termijn.

§ 6. Le Roi peut fixer les modalités de communication des informations et des décisions visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 4.

Art. XIX.10. § 1<sup>er</sup>. Au début de chaque visite au domicile d'un consommateur dans le cadre d'une activité de recouvrement de dettes amiable:

1° la personne qui fait la visite s'identifie et dit quel recouvreur de dettes elle représente et pour quel créancier elle agit;

2° la personne visée au 1° remet un document contenant toutes les données visées à l'article XIX.7, § 2, alinéa 2, 1° à 9°;

3° lorsque le consommateur signale qu'il a des difficultés de paiement, la personne visée au 1° expose les possibilités de solliciter des facilités de paiement et/ou une médiation de dettes.

Le document visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, indique de manière claire qu'il s'agit d'un recouvrement amiable et non d'un recouvrement judiciaire et que le consommateur n'est pas tenu de subir la visite et peut y mettre fin à tout moment. À cette fin, le texte figure au début du document, séparé du reste du texte, dans un cadre distinct, en caractère gras et au moins dans une police de caractère plus grande.

§ 2. Lors de chaque paiement complet ou partiel d'une dette à l'occasion d'une visite au domicile, un reçu, mentionnant le montant perçu et la dette en cause, est délivré.

§ 3. Aucune visite au domicile d'un consommateur ne peut être effectuée entre vingt-deux heures et huit heures.

Art. XIX.11. Le recouvreur de dettes confirme sans délai sur un support durable, toutes les modalités de paiement convenues avec le consommateur.

Aucun appel téléphonique au consommateur ne peut être effectué entre vingt-deux heures et huit heures.

Art. XIX.12. Lorsque le recouvrement porte sur une dette pour laquelle un plan d'apurement est conclu, le recouvreur de dettes envoie au consommateur sur un support durable, au moins une fois par an, un relevé des montants déjà payés et du solde restant dû.

Lorsque la dette est éteinte, il en informe sans délai le consommateur.

Art. XIX.13. Il est interdit au recouvreur de dettes de réclamer au consommateur une quelconque indemnité, rétribution ou quelques frais que ce soit pour son intervention.

### Chapitre 3. Des sanctions civiles

Art. XIX.14. Le juge peut, sans préjudice des sanctions de droit commun, ordonner que tout paiement obtenu en contravention aux dispositions des articles XIX.2, XIX.4 à XIX.8 et XIX.10 est considéré comme valablement fait par le consommateur à l'égard du créancier et qu'il doit être remboursé au consommateur par celui qui en a reçu le paiement.

Si le recouvrement amiable d'une dette concerne un montant totalement ou partiellement indu, notamment par application de l'article XIX.13, le juge peut ordonner, sans préjudice des sanctions de droit commun, que celui qui a reçu le paiement est tenu de le rembourser au consommateur, majoré des intérêts de retard à partir du jour du paiement.

Art. XIX.15. En cas de non-respect par l'entreprise des obligations qui découlent des articles XIX.2, XIX.4 et XIX.5 et sans préjudice des sanctions de droit commun, le consommateur est dispensé de plein droit du paiement de la clause indemnitaire.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas à l'article XIX.2, § 3, 1° à 4°."

### Section 3. — Modifications du livre XV du Code de droit économique

**Art. 5.** Dans le livre XV, titre 1<sup>er</sup>, chapitre 1<sup>er</sup>, du même Code, il est inséré un article XV.6/2 rédigé comme suit:

"Art. XV.6/2. Lorsqu'une mesure d'instruction ou une mesure de constat d'une infraction est décidée vis-à-vis du titulaire d'une profession libérale et que cette mesure porte sur des informations ou données couvertes par un secret professionnel, elle ne peut être exécutée qu'en présence du représentant de la personne qui exerce l'autorité disciplinaire sur ce titulaire ou après que cette personne a été dûment appelée, afin qu'elle puisse juger si, et éventuellement dans quelle mesure, la demande d'information ou de remise de livres et de documents est compatible avec le respect du secret professionnel.

§ 6. De Koning kan de nadere regels vastleggen wat betreft de mededeling van de gegevens en de beslissingen bedoeld in de paragrafen 1 tot 4.

Art. XIX.10. § 1. Bij de aanvang van elk huisbezoek bij een consument in het kader van een activiteit van minnelijke invordering van schulden:

1° identificeert de persoon die een bezoek verricht zich en zegt hij welke schuldvorderaar hij vertegenwoordigt en voor welke schuldeiser hij optreedt;

2° geeft de in de bepaling onder 1° bedoelde persoon een document af dat de gegevens bevat bedoeld in artikel XIX.7, § 2, tweede lid, 1° tot 9°;

3° wanneer de consument aangeeft dat hij betalingsmoeilijkheden heeft, zet de in de bepaling onder 1° bedoelde persoon uiteen welke mogelijkheden er zijn om een beroep te doen op betalingsfaciliteiten en/of schuldbemiddeling.

Het document bedoeld in het eerste lid, 2°, vermeldt op duidelijke wijze dat het om een minnelijke en geen gerechtelijke invordering gaat alsook dat de consument niet verplicht is het huisbezoek te ondergaan en er op elk ogenblik een einde aan kan stellen. Daartoe staat de tekst aan het begin van het document, los van de overige tekst, in een afzonderlijk kader, in vetgedrukte letters en minstens in een groter lettertype.

§ 2. Bij iedere volledige of gedeeltelijke betaling van een schuld tijdens een huisbezoek wordt een ontvangstbewijs afgegeven, met vermelding van het ontvangen bedrag en de schuld in kwestie.

§ 3. Er mag geen huisbezoek bij de consument worden uitgevoerd tussen tweeëntwintig uur en acht uur.

Art. XIX.11. De schuldvorderaar bevestigt onverwijld op een duurzame gegevensdrager alle betalingsmodaliteiten die ze met de consument heeft gemaakt.

Er mag geen telefonische oproep aan de consument worden verricht tussen tweeëntwintig uur en acht uur.

Art. XIX.12. Wanneer de invordering betrekking heeft op een schuld waarvoor een afbetalingsplan werd opgemaakt, stuurt de schuldvorderaar ten minste eenmaal per jaar een overzicht van de reeds betaalde bedragen en het nog verschuldigde saldo op een duurzame drager aan de consument.

Wanneer de schuld is uitgedoofd, brengt hij daar de consument onmiddellijk van op de hoogte.

Art. XIX.13. Het is de schuldvorderaar verboden om van de consument enige vergoeding, bezoldiging of kosten te eisen voor zijn tussenkomst.

### Hoofdstuk 3. Burgerlijke sancties

Art. XIX.14. De rechter kan, onverminderd de gemeenrechtelijke sancties, bevelen dat elke betaling verkregen in strijd met de bepalingen van de artikelen XIX.2, XIX.4 tot XIX.8 en XIX.10 wordt beschouwd als een geldige betaling door de consument aan de schuldeiser, en moet worden terugbetaald aan de consument door degene die de betaling heeft ontvangen.

Indien de minnelijke invordering van een schuld een volledig of gedeeltelijk onverschuldigd bedrag betreft, in het bijzonder door toepassing van artikel XIX.13, kan de rechter, onverminderd de gemeenrechtelijke sancties, bevelen dat diegene die de betaling heeft ontvangen verplicht is om ze terug te betalen aan de consument, vermeerderd met de verwijlinteressen vanaf de datum van betaling.

Art. XIX.15. In geval van niet-naleving door de onderneming van de verplichtingen die voortvloeien uit de artikelen XIX.2, XIX.4 en XIX.5 en onverminderd de gemeenrechtelijke sancties, is de consument van rechtswege vrijgesteld van de betaling van het schadebeding.

Het eerste lid is niet van toepassing op artikel XIX.2, § 3, 1° tot 4°."

### Afdeling 3. — Wijzigingen van boek XV van het Wetboek van economisch recht

**Art. 5.** In boek XV, titel 1, hoofdstuk 1, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel XV.6/2 ingevoegd, luidende:

"Art. XV.6/2. Wanneer een onderzoeksmaatregel of maatregel tot vaststelling van een inbreuk ten aanzien van de beoefenaar van een vrij beroep wordt beslist en deze maatregel betrekking heeft op informatie of gegevens die gedekt zijn door een beroepsgeheim, gebeurt zulks uitsluitend in aanwezigheid van de vertegenwoordiger van de persoon die het tuchtrechtelijke gezag ten aanzien van die beoefenaar uitoefent of nadat die persoon behoorlijk werd opgeroepen, opdat deze zou oordelen of, en in voorkomend geval in welke mate, de vraag om inlichtingen of de overlegging van boeken en documenten verzoenbaar is met het eerbiedigen van het beroepsgeheim.

En outre, cette mesure est exécutée dans le respect du droit à la protection de la vie privée du client du titulaire d'une profession libérale.

Les dossiers et autres documents du titulaire de la profession libérale qui sont couverts par un secret professionnel ne peuvent pas être saisis. Une copie peut en être faite qui peut être déclarée conforme par le titulaire d'une profession libérale, sous réserve des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 et dans le respect du secret professionnel.

Le représentant de l'autorité disciplinaire compétente peut adresser toutes ses remarques concernant le respect du secret professionnel aux autorités qui ont ordonné ces mesures. Les actes de saisie et les procès-verbaux de visite mentionnent sous peine de nullité la présence du représentant de l'autorité disciplinaire compétente ou le fait que cette dernière a été dûment invitée, ainsi que les remarques que le représentant de l'autorité disciplinaire compétente a faites."

**Art. 6.** L'article XV.10/1 du même Code, inséré par la loi du 15 avril 2018, est abrogé.

**Art. 7.** Dans le livre XV, titre 2, chapitre 2, du même Code, après l'article XV.66/4, il est inséré une section 4 intitulée "Sanctions administratives dans le cadre du livre XIX".

**Art. 8.** Dans la section 4 insérée par l'article 7, il est inséré un article XV.66/5 rédigé comme suit:

"Art. XV.66/5. Sans préjudice de l'article XV.2, § 1<sup>er</sup>, les agents du SPF Économie contrôlent de manière régulière si le recouvreur de dettes continue à remplir les conditions de l'inscription qui lui a été délivrée.

Dans le cadre de ce contrôle, les agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent à tout instant demander au recouvreur de dettes des informations ou pièces complémentaires.

Le recouvreur de dettes informe sans délai par voie électronique les agents visés à l'article XV.2 de toute modification aux informations visées à l'article XIX.6. § 4, jointes à sa demande d'inscription."

**Art. 9.** Dans la même section 4, il est inséré un article XV.66/6 rédigé comme suit:

"Art. XV.66/6. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application des procédures et poursuites visées à l'article XV.60/1, § 1<sup>er</sup>, l'inscription visée à l'article XIX.6 peut être radiée par les agents du SPF Économie lorsque le recouvreur de dettes concerné ne remplit plus l'une des conditions prévues par le livre XIX ou les arrêtés pris en exécution de celui-ci, ou quand il méconnaît une des dispositions du titre 3, chapitre 6, ou du titre 4, chapitre 1<sup>er</sup>, du livre VI, ou une des dispositions du livre XIX ou des arrêtés pris en exécution de celui-ci.

L'inscription visée à l'article XIX.6 peut également être radiée lorsque le recouvreur de dettes concerné ne transmet pas, dans le délai fixé par les agents du SPF Économie, les informations ou pièces complémentaires nécessaires au contrôle visé à l'article XV.66/5.

§ 2. Les agents du SPF Économie notifient au préalable, par voie électronique, les griefs au recouvreur de dettes concerné.

Le recouvreur de dettes concerné peut consulter son dossier et dispose, à dater de la notification visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, d'un délai de trente jours calendrier pour présenter sa défense.

La décision des agents du SPF Économie est notifiée par voie électronique au recouvreur de dettes concerné.

§ 3. Lorsque les agents du SPF Économie estiment qu'il y a lieu de procéder à la radiation de l'inscription visée à l'article XIX.6, cette radiation ne peut en aucun cas excéder un an à compter de la notification de la décision.

Les agents du SPF Économie peuvent décider que le recouvreur de dettes concerné ne peut pas introduire une nouvelle demande d'inscription durant la durée de la radiation.

À l'issue de la période de radiation, une nouvelle demande d'inscription peut être introduite, conformément à l'article XIX.6, pour exercer à nouveau les activités visées au livre XIX.

§ 4. L'inscription ne peut plus être accordée aux personnes ayant, jusqu'à deux reprises, fait l'objet d'une mesure de radiation de l'inscription d'une durée respective d'au moins un mois.

Bovendien wordt die maatregel ten uitvoer gelegd met inachtneming van het recht op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer van de cliënt van de beoefenaar van een vrij beroep.

De dossiers en andere documenten van de beoefenaar van het vrij beroep die gedekt zijn door een beroepsgeheim, kunnen niet in beslag worden genomen. Er kan een afschrift van worden gemaakt dat door de beoefenaar van een vrij beroep voor eensluidend kan worden verklaard, onder voorbehoud van het eerste en tweede lid en met inachtneming van het beroepsgeheim.

De vertegenwoordiger van de bevoegde tuchtoverheid kan aan de overheden die deze maatregelen hebben uitgevaardigd al zijn opmerkingen betreffende het eerbiedigen van het beroepsgeheim richten. De akten van beslag en de processen-verbaal van visitatie vermelden op straffe van nietigheid de aanwezigheid van de vertegenwoordiger van de bevoegde tuchtoverheid of het feit dat zij op correcte wijze werd uitgenodigd, alsook de opmerkingen die de vertegenwoordiger van de bevoegde tuchtoverheid maakte."

**Art. 6.** Artikel XV.10/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 15 april 2018, wordt opgeheven.

**Art. 7.** In boek XV, titel 2, hoofdstuk 2, van hetzelfde Wetboek wordt na artikel XV.66/4 een afdeling 4 ingevoegd, luidende "Bestuurlijke sancties in het kader van boek XIX".

**Art. 8.** In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel XV.66/5 ingevoegd, luidende:

"Art. XV.66/5. Onverminderd artikel XV.2, § 1, gaan de ambtenaren van de FOD Economie op regelmatige basis na of de schuldvorderaar nog steeds voldoet aan de inschrijvingsvoorwaarden die hem werd toegekend.

In het kader van deze controle kunnen de in het eerste lid bedoelde ambtenaren op elk ogenblik bij de schuldvorderaar bijkomende inlichtingen en stukken opvragen.

De schuldvorderaar brengt de ambtenaren bedoeld in artikel XV.2 onmiddellijk op elektronische wijze op de hoogte van elke wijziging van de gegevens bedoeld in artikel XIX.6. § 4, gevoegd bij de aanvraag tot inschrijving."

**Art. 9.** In dezelfde afdeling 4 wordt een artikel XV.66/6 ingevoegd, luidende:

"Art. XV.66/6. § 1. Onverminderd de toepassing van de procedures en vervolgingen bedoeld in artikel XV.60/1, § 1, kan de inschrijving bedoeld in artikel XIX.6 door de ambtenaren van de FOD Economie geschrapt worden wanneer de betrokken schuldvorderaar niet meer voldoet aan één van de voorwaarden bepaald in boek XIX of de besluiten genomen in uitvoering ervan of wanneer hij één van de bepalingen van titel 3, hoofdstuk 6, of titel 4, hoofdstuk 1, van boek VI of één van de bepalingen van boek XIX of de besluiten genomen in uitvoering ervan niet naleeft.

De inschrijving bedoeld in artikel XIX.6 kan eveneens worden geschrapt indien de betrokken schuldvorderaar niet, binnen de termijn bepaald door de ambtenaren van de FOD Economie, de bijkomende inlichtingen of stukken nodig voor de controle bedoeld in artikel XV.66/5, overmaakt.

§ 2. De ambtenaren van de FOD Economie delen de grieven vooraf, langs elektronische weg, aan de betrokken schuldvorderaar mee.

De betrokken schuldvorderaar kan zijn dossier raadplegen en beschikt, vanaf de mededeling bedoeld in het eerste lid, over een termijn van dertig kalenderdagen om zijn verweer voor te dragen.

De beslissing van de ambtenaren van de FOD Economie wordt aan de betrokken schuldvorderaar langs elektronische weg meegedeeld.

§ 3. Wanneer de ambtenaren van de FOD Economie van oordeel zijn dat er moet worden overgegaan tot de schrapping van de in artikel XIX.6 bedoelde inschrijving, kan deze schrapping in geen geval langer duren dan één jaar vanaf de kennisgeving van de beslissing.

De ambtenaren van de FOD Economie kunnen beslissen dat de betrokken schuldvorderaar geen nieuwe aanvraag tot inschrijving mag indienen tijdens de duur van de schrapping.

Na afloop van de periode van schrapping kan een nieuwe aanvraag tot inschrijving worden ingediend, overeenkomstig artikel XIX.6, om opnieuw de activiteiten uit te oefenen bedoeld in boek XIX.

§ 4. De inschrijving kan niet meer worden toegekend aan de personen tegen wie tot tweemaal toe een maatregel van schrapping genomen is met een respectievelijke duur van minstens één maand.

L'inscription ne peut être accordée aux personnes morales au sein desquelles les fonctions d'administrateur, de gérant, de directeur ou de fondé de pouvoir sont confiées à une personne ayant, jusqu'à deux reprises, fait l'objet d'une mesure de radiation de l'inscription d'une durée respective d'au moins un mois.

§ 5. Le Roi peut déterminer les conditions et modalités complémentaires de la radiation de l'inscription et du refus d'inscription."

**Art. 10.** Dans le livre XV, titre 3, chapitre 2, du même Code, après l'article XV.125/2, il est inséré une section 11/2/1 intitulée "Les peines relatives aux infractions au livre XIX".

**Art. 11.** Dans la section 11/2/1 insérée par l'article 10, il est inséré un article XV.125/2/1 rédigé comme suit:

"Art. XV.125/2/1. Sont punis d'une sanction de niveau 2, ceux qui commettent une infraction aux dispositions:

1° de l'article XIX.2, §§ 1<sup>er</sup> à 3, relatif à l'obligation de l'envoi d'un premier rappel et à ses conditions d'envoi, aux conditions de sa gratuité et à ses mentions obligatoires;

2° de l'article XIX.3 relatif à l'obligation d'information à charge de l'entreprise;

3° de l'article XIX.4 relatif au plafonnement des clauses indemnitaires et aux paiements pouvant être réclamés au consommateur."

**Art. 12.** Dans la même section 11/2/1, il est inséré un article XV.125/2/2 rédigé comme suit:

"Art. XV.125/2/2. Sont punis d'une sanction de niveau 4, ceux qui commettent une infraction aux dispositions:

1° de l'article XV.66/6, § 3, relatif à la période de radiation pendant laquelle aucune activité de recouvrement amiable ne peut être effectuée;

2° de l'article XIX.5 relatif aux pratiques interdites lors d'un recouvrement amiable de dettes d'un consommateur;

3° de l'article XIX.6, §§ 1<sup>er</sup> et 4, alinéa 1<sup>er</sup>, relatif à l'obligation et aux conditions d'inscription préalable auprès du SPF Économie;

4° de l'article XIX.7, § 1<sup>er</sup>, relatif à l'obligation de contrôle préalable à charge du recouvreur de dettes;

5° de l'article XIX.7, § 2, relatif à l'obligation d'une mise en demeure préalable à tout acte ou mesure de recouvrement amiable et à ses mentions obligatoires;

6° de l'article XIX.8 relatif à l'obligation du respect du délai avant la réclamation des montants visés;

7° de l'article XIX.9, §§ 1<sup>er</sup> à 5, relatif à l'obligation de respecter les différents délais visés avant tout autre acte ou mesure de recouvrement amiable et aux conséquences de ces mêmes délais;

8° de l'article XIX.10 relatif aux conditions d'une visite au domicile du consommateur;

9° de l'article XIX.11 relatif à la confirmation des modalités de paiement convenues et de l'interdiction des appels téléphoniques au consommateur;

10° de l'article XIX.12 relatif aux obligations d'information à charge du recouvreur de dettes;

11° de l'article XIX.13 relatif à l'interdiction pour le recouvreur de dettes de réclamer quelconque montant au consommateur pour son intervention."

De inschrijving kan niet worden toegekend aan een rechtspersoon waarin het ambt van bestuurder, zaakvoerder, directeur of gevolmachtigde bekleed wordt door een persoon tegen wie tot tweemaal toe een maatregel van schrapping met een respectievelijke duur van minstens één maand genomen is.

§ 5. De Koning kan de bijkomende voorwaarden en bijkomende nadere regels voor de schrapping van de inschrijving en voor de weigering van de inschrijving bepalen."

**Art. 10.** In boek XV, titel 3, hoofdstuk 2, van hetzelfde Wetboek wordt na artikel XV.125/2 een afdeling 11/2/1 ingevoegd, luidende "De straffen voor de inbreuken op boek XIX".

**Art. 11.** In afdeling 11/2/1, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel XV.125/2/1 ingevoegd, luidende:

"Art. XV.125/2/1. Met een sanctie van niveau 2 worden gestraft, zij die de bepalingen overtreden:

1° van artikel XIX.2, §§ 1 tot 3, met betrekking tot de verplichte verzending van een eerste herinnering en de bijbehorende verzendingsvoorwaarden, de voorwaarden van de kosteloosheid en de verplichte vermeldingen;

2° van artikel XIX.3 met betrekking tot de informatieverplichting ten laste van de onderneming;

3° van artikel XIX.4 met betrekking tot de bovengrens van de schadebedingen en tot de betalingen die van de consument kunnen worden geëist."

**Art. 12.** In dezelfde afdeling 11/2/1 wordt een artikel XV.125/2/2 ingevoegd, luidende:

"Art. XV.125/2/2. Met een sanctie van niveau 4 worden gestraft, zij die de bepalingen overtreden:

1° van artikel XV.66/6, § 3, met betrekking tot de periode van schrapping gedurende dewelke er geen activiteit van minnelijke invordering mag worden uitgevoerd;

2° van artikel XIX.5 met betrekking tot de verboden praktijken bij een minnelijke invordering van schulden van een consument;

3° van artikel XIX.6, §§ 1 en 4, eerste lid, met betrekking tot de verplichting en voorwaarden van voorafgaande inschrijving bij de FOD Economie;

4° van artikel XIX.7, § 1, met betrekking tot de verplichting tot voorafgaande controle ten laste van de schuldivorderaar;

5° van artikel XIX.7, § 2, met betrekking tot de verplichting tot ingebrekestelling voorafgaand aan enige handeling of maatregel van minnelijke invordering en de bijbehorende verplichte vermeldingen;

6° van artikel XIX.8 met betrekking tot de verplichting tot naleving van de termijn alvorens de bedoelde bedragen worden geëist;

7° van artikel XIX.9, §§ 1 tot 5, met betrekking tot de verplichting tot naleving van de verschillende bedoelde termijnen alvorens over te gaan enige andere handeling of maatregel van minnelijke invordering en de gevolgen van die termijnen;

8° van artikel XIX.10 met betrekking tot de voorwaarden van een huisbezoek bij de consument;

9° van artikel XIX.11 met betrekking tot de bevestiging van de overeengekomen betalingsmodaliteiten en tot het verbod van telefonische oproepen naar de consument;

10° van artikel XIX.12 met betrekking tot de informatieverplichtingen ten laste van de schuldivorderaar;

11° van artikel XIX.13 met betrekking tot het verbod van de schuldivorderaar om enig bedrag van de consument te eisen voor zijn tussenkomst."



**Art. 13.** Dans le livre XV, titre 3, chapitre 3, section 2, du même Code, il est inséré un article XV.130/5 rédigé comme suit:

“Art. XV.130/5. En cas de condamnation pour une infraction au livre XIX, la confiscation spéciale visée à l’article 42, 3°, du Code pénal sera toujours prononcée.”

CHAPITRE 3. — *Disposition abrogatoire*

**Art. 14.** La loi du 20 décembre 2002 relatif au recouvrement amiable des dettes du consommateur, modifiée par l’arrête royal du 4 avril 2003 et les lois des 27 mars 2009, 15 avril 2018, 21 décembre 2018 et 29 septembre 2020, est abrogée.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. La présente loi entre en vigueur le premier jour du quatrième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*, à l’exception du paragraphe 2 qui entre en vigueur le premier jour du septième mois qui suit la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

§ 2. La présente loi s’applique à toute dette échue et impayée d’un consommateur à une entreprise issue d’un contrat conclu avant son entrée en vigueur lorsque le retard de paiement se réalise après son entrée en vigueur.

La présente loi s’applique également à tout recouvrement amiable de dette et à toute activité de recouvrement amiable de dette d’un consommateur à une entreprise issus d’un contrat conclu avant son entrée en vigueur lorsque le recouvrement amiable et l’activité de recouvrement amiable se réalisent après son entrée en vigueur.

§ 3. Les inscriptions accordées en vertu de la loi du 20 décembre 2002 relatif au recouvrement amiable des dettes du consommateur restent valables après l’entrée en vigueur de la présente loi tant que les recouvreurs de dettes concernés continuent de remplir les conditions de leur inscription.

§ 4. Le ministre qui a l’Économie dans ses attributions peut demander une évaluation de l’impact de la présente loi dans les deux ans qui suivent son entrée en vigueur.

Tous les quatre ans à partir de l’entrée en vigueur de la présente loi, le ministre qui a l’Économie dans ses attributions et le ministre qui a la Protection des consommateurs dans ses attributions analysent l’opportunité de procéder ou de ne pas procéder à l’indexation des montants visés aux articles XIX.2, § 2, alinéa 2, et XIX.4, alinéa 1<sup>er</sup>, sur la base de l’indice des prix à la consommation qui a cours à la date de l’entrée en vigueur de la présente loi et soumettent une proposition d’indexation ou de non-indexation au Conseil des ministres. Le cas échéant, le Roi procède, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, à l’indexation des montants visés aux articles XIX.2, § 2, alinéa 2, et XIX.4, alinéa 1<sup>er</sup>, sur la base de l’indice des prix à la consommation qui a cours à la date de l’entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu’elle soit revêtue du sceau de l’Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l’Economie,  
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de la Justice et de la Mer du Nord,  
V. VAN QUICKENBORNE

La Secrétaire d’État à la Protection des consommateurs,  
A. BERTRAND

Scellé du sceau de l’Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—  
Note

(1) Chambre des représentants:  
(www.lachambre.be)  
Documents : 55-3132 (2022/2023)  
Compte rendu intégral : 27 avril 2023

**Art. 13.** In boek XV, titel 3, hoofdstuk 3, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel XV.130/5 ingevoegd, luidende:

“Art. XV.130/5. In geval van veroordeling voor een inbreuk op boek XIX wordt de bijzondere verbeurdverklaring bedoeld in artikel 42, 3°, van het Strafwetboek steeds uitgesproken.”

HOOFDSTUK 3. — *Opheffingsbepaling*

**Art. 14.** De wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 april 2003 en de wetten van 27 maart 2009, 15 april 2018, 21 december 2018 en 29 september 2020, wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

**Art. 15.** § 1. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de vierde maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van paragraaf 2 die in werking treedt op de eerste dag van de zevende maand die volgt op de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Deze wet is van toepassing op elke vervallen en onbetaalde schuld van een consument aan een onderneming die voortkomt uit een overeenkomst die werd afgesloten vóór haar inwerkingtreding wanneer de betalingsachterstand ontstaat na de inwerkingtreding ervan.

Deze wet is tevens van toepassing op elke minnelijke invordering van schulden en op elke activiteit van minnelijke invordering van schulden van een consument aan een onderneming die voortkomen uit een overeenkomst die werd afgesloten vóór haar inwerkingtreding wanneer de minnelijke invordering en de activiteit van minnelijke invordering ontstaan na de inwerkingtreding ervan.

§ 3. De inschrijvingen toegekend krachtens de wet van 20 december 2002 betreffende de minnelijke invordering van schulden van de consument blijven geldig na de inwerkingtreding van deze wet zover de betrokken schuldinvoerders blijven voldoen aan de voorwaarden van hun inschrijving.

§ 4. De minister bevoegd voor Economie kan vragen om een evaluatie te maken van de impact van deze wet in de twee jaren die volgen op haar inwerkingtreding.

Elke vier jaar vanaf de inwerkingtreding van deze wet analyseren de minister bevoegd voor Economie en de minister bevoegd voor Consumentenbescherming of het opportuun is om al dan niet over te gaan tot een indexering van bedragen bedoeld in artikel XIX.2, § 2, tweede lid, en XIX.4, eerste lid, op basis van de consumptieprijsindex die geldt op de datum van inwerkingtreding van deze wet en dienen ze een voorstel van indexering of niet—indexering in bij de Ministerraad. In voorkomend geval gaat de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, over tot de indexering van de bedragen bedoeld in artikel XIX.2, § 2, tweede lid, en XIX.4, eerste lid, op basis van de consumptieprijsindex die geldt op de datum van inwerkingtreding van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met’s Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Justitie en Noordzee  
V. VAN QUICKENBORNE

De Staatssecretaris voor Consumentenbescherming,  
A. BERTRAND

Met ‘s Lands zegel gezegd:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :  
(www.dekamer.be)  
Stukken : 55-3132 (2022/2023)  
Integraal Verslag : 27 april 2023